

L'Apoce tire la sonnette d'alarme et appelle Miraoui à réagir

Le moustique tigre sème l'inquiétude dans les familles algériennes

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4892 - Lundi 30 septembre 2019 - Prix : 10 DA

Algérie-Russie

Conclusion de contrats
commerciaux
pour l'exportation de dattes

Page 5

Blocage des élections par les maires

L'autorité de Charfi menace d'attaquer les maires en justice

Page 2

Tunisie, vers
l'annulation
du deuxième
tour de la
présidentielle ?

Par Mohamed Habili

Si l'on sait maintenant quel jour est censé se tenir le deuxième tour de la présidentielle tunisienne, on ignore à deux semaines de la date fixée par l'instance électorale, le 13 octobre prochain, c'est-à-dire une semaine après l'organisation des législatives, si ce tour aura effectivement lieu. Pour avoir lieu, en effet, encore faut-il que Nabil Karoui, l'un des deux concurrents, l'autre étant Kais Saïed, puisse avoir la possibilité de faire campagne, ce qu'il ne peut pas aujourd'hui, puisqu'il est toujours emprisonné. La loi tunisienne a tout prévu, à savoir le décès ou le retrait d'un des deux candidats, mais pas que l'un d'eux ne soit pas en capacité de mener sa campagne sur un pied d'égalité avec son concurrent. Ce qui est précisément le cas de Nabil Karoui, et ce dont se plaint à juste titre son rival, une situation qui si elle devait se prolonger ferait plus qu'entacher son éventuelle victoire, elle l'annihilerait. Une compétition où seul un concurrent est libre de ses mouvements n'en est pas une à proprement parler. Saïed n'a pas encore déclaré qu'il ne voudrait pas d'une victoire acquise dans ces conditions, mais eu égard à son profil, il ne serait pas étonnant qu'il en vienne bientôt à conditionner le maintien de sa candidature à la libération de son rival. Vu ce qu'il reste de temps d'ici à ce que se tienne en principe ce deuxième tour, chaque jour qui passe nous rapproche davantage non pas de sa tenue mais de son annulation.

Suite en page 3

Ahmed Gaïd Salah à partir d'Oran, au sujet de la Présidentielle

«L'ANP n'appuie aucun candidat»



PH/MDN

En visite à Oran, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense, a affirmé hier que « parmi les propagandes colportées par la bande et ses acolytes et qu'il faut combattre, est celle qui tente de répandre l'idée que l'Armée nationale populaire appuie un des candidats aux prochaines présidentielles ». Au deuxième jour de sa visite à la 2^e Région militaire, le chef d'état-major a affirmé que « l'Armée nationale populaire ne soutient personne ».

Lire page 2

Elections

Les principaux partis islamistes disent non aux présidentielles

Page 3

Villa «Dar Abdeltif»

Les nouvelles œuvres de Sneak exposées au public

Page 13

Ahmed Gaïd Salah à partir d'Oran, au sujet de la Présidentielle

«L'ANP n'appuie aucun candidat»

■ En visite à Oran, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense, a affirmé hier que «*parmi les propagandes colportées par la bande et ses acolytes et qu'il faut combattre, est celle qui tente de répandre l'idée que l'Armée nationale populaire appuie un des candidats aux prochaines présidentielles*». Au deuxième jour de sa visite à la 2^e Région militaire, le chef d'état-major a affirmé que «*l'Armée nationale populaire ne soutient personne*».

Par Meriem Benchaouia

«**A**cet effet, nous affirmons que seul le peuple plébiscitera le prochain Président à travers les urnes et que l'Armée nationale populaire ne soutient personne, et c'est un engagement que je prends devant Allah, la patrie et l'histoire», a-t-il dit. Dans son allocution suivie par tous les membres des forces navales par visioconférence, le général de corps d'armée a salué les citoyens, notamment les jeunes «*qui sont conscients de l'enjeu de ce rendez-vous électoral et son extrême importance pour l'Algérie et son peuple*». Il a affirmé, que gagner l'enjeu de la présidentielle du 12 décembre prochain est une «*évidence*» pour le peuple algérien «*noble et fier*», habitué à relever tous ses enjeux. Selon lui, «*c'est là une preuve manifeste du dévouement envers l'Algérie et de la forte volonté du peuple algérien et de son souci à participer aux prochaines présidentielles avec tout ce que cela requiert comme attitude et valeurs inhérentes aux principes du peuple et aux constantes de la nation*». Revenant sur la sécurisation du scrutin, le général de



corps d'armée a affirmé qu'il a donné «*des instructions aux Commandants de Régions et de Forces ainsi qu'aux différents services de sécurité pour entamer immédiatement toutes les*

mesures nécessaires pour sécuriser le processus électoral à travers tout le territoire national, afin que notre peuple puisse s'acquiescer de son devoir électoral dans des conditions empreintes

de sécurité et de sérénité». Par ailleurs, Ahmed Gaïd Salah a évoqué la sanction infligée à certains «*membres de la bande, voire ses têtes*», à l'issue de la parution des peines à leur

PHMDN
 rencontre pour «*complot contre l'autorité de l'Etat et contre l'autorité de l'Armée nationale populaire*». «*Dans ce contexte précisément, je tiens à aborder la juste sanction infligée à certains éléments de la bande, voire ses têtes, à l'issue de la prononciation des peines à leur rencontre pour complot contre l'autorité de l'Etat et contre l'autorité de l'Armée nationale populaire. Des peines qui concrétisent une revendication populaire pressante et légitime ont été reçues avec enthousiasme par les citoyens, qui ont exprimé leur satisfaction de voir ceux qui, dans un passé récent, sévissaient sur terre avec orgueil et dédain envers la souffrance de notre vaillant peuple*», a-t-il déclaré et d'ajouter : «*Que le peuple algérien sache que nous ne connaissons point de répit jusqu'à ce que chaque corrompu et chaque subversif ait la punition qu'il mérite. L'opération de lutte contre la corruption se poursuivra jusqu'à la fin, soit l'assainissement du pays de ces corrompus qui détruisent les potentiels du peuple et l'avenir des générations, quels que soient les efforts à fournir et les sacrifices incommensurables à consentir*».

M. B.

Blocage des élections par les maires

L'autorité de Charfi menace d'attaquer les maires en justice

L'Autorité indépendante d'organisation des élections (ANIE) de Mohamed Charfi menace de poursuivre en justice les maires qui entravent le processus électoral. Devant la menace de boycott de l'élection présidentielle du 12 décembre par certains présidents d'APC, l'Autorité de Charfi n'a pas tardé à réagir. Cette Autorité qui refuse de voir les maires de certaines wilayas, perturber sa mission, prévoit de saisir les pouvoirs publics. Ainsi, l'Instance a par la voix de l'un de ses membres, Smail Bouguerra, menacé de saisir le parquet en cas de blocage par les maires du processus électoral, déjà enclenché par la révision des listes électorales. «*Toutes les mesures seront prises pour informer le ministère public et engager des poursuites pénales pour ingérence dans des pouvoirs qui ne les concernent pas, ainsi que pour entrave de l'opération de signature des formulaires de candidature*», a indiqué, hier, Bouguerra Ismail, membre de l'Autorité, sur les ondes de la Chaîne I, de la Radio nationale. La loi portant régime électoral a établi des règles pénales en vertu de l'article 50 pour punir les contrevenants et les manipulateurs. «*La loi électorale est claire dans son volet pénal. Le président de l'Autorité indépendante de contrôle des élections peut saisir le procureur*

de la République, contre toute entrave de la part des agents de l'administration ou officier public, qu'il soit maire ou fonctionnaire», indique Bouguerra à un site électoral. Parmi les entraves, M. Bouguerra cite par exemple, la destruction des urnes le jour des élections, la fermeture des bureaux de vote aux personnes souhaitant voter... Selon Bouguerra, certains maires de certaines municipalités qui avaient publié des déclarations «*inacceptables*» et «*non inno-*

centes» bloquant les élections par leur refus de signer les formulaires de nomination. Pour rappel, selon les informations relayées par les réseaux sociaux, certains maires de quelques communes auraient établi des listes de délégués et de coordinateurs et mis en place des organes indépendants. Un acte que Smail Bouguerra qualifié d'«*illégal*». Les maires ne sont pas impliqués dans le processus électoral, mais celles de l'Autorité des élections oui, a-t-il

déclaré. Sur ce point, l'invité de la Radio nationale a souligné que l'État luttera contre toutes les pratiques portant atteinte à l'intégrité du processus électoral ou entraînant à son entrave.

Il a, dans ce sens, invité les citoyens à signaler toute irrégularité et à contribuer à la mission de vigilance. Aussi, le membre de l'Autorité indépendante d'organisation des élections a exhorté les maires à plus s'occuper du développement de leurs communes et la prise en charge de

leurs citoyens. Par ailleurs, Smail Bouguerra est revenu sur les avancées des travaux de l'Autorité nationale indépendante des élections. La liste des délégués coordonnés dans des 48 wilayas est ainsi déterminée par le Comité d'organisation et d'approvisionnement. Le Comité juridique s'occupe, pour sa part, de préparer plusieurs textes de loi qui seront prochainement publiés dans le «*Journal officiel*».

Louiza Ait Ramdane

Aïn Defla

Lancement de la caravane de presse touristique

TRENTÉ journalistes de divers supports médiatiques issus de 17 wilayas prennent part à la caravane de presse touristique lancée hier à partir de Aïn Defla à l'initiative de l'Union nationale des journalistes algériens en vue de mettre en avant les potentialités touristiques du pays. Outre Aïn Defla, la caravane, lancée sous le slogan : «*L'Algérie de l'amour et de la paix*», sillonnera quatre wilayas du Centre du pays, en l'occurrence Médéa, Bouira et Boumerdes, selon les initiateurs de l'opération. «*La caravane constitue pour les journalistes une occasion pour découvrir davantage la beauté de l'Algérie et les atouts touristiques dont disposent les wilayas du Centre et d'en faire la promotion à travers des papiers et des reportages*», a indiqué le président de l'Union nationale des journalistes algériens (UNJA), Mesbah Kadiri. «*Je ne ferais pas preuve d'originalité en disant que l'Algérie possède un potentiel naturel, des sites historiques et archéologiques, un patrimoine culturel et artistique diversifié ainsi que d'importants édifices de cure qui doivent bénéficier de la publicité et de la promotion pour drainer les familles algériennes et les étrangers*», a-t-il ajouté. Le responsable de l'antenne locale de l'UNJA, Amrane Licir a, pour sa part, noté qu'un plus grand intérêt au secteur touristique de notre pays est à même de contribuer à la sortie de la crise économique qu'a exacerbé l'impasse politique à laquelle fait face le pays depuis plusieurs mois. «*Dans le cas où il serait optimisé, le secteur du tourisme dans notre pays recèle d'importantes possibilités, constitue un atout majeur pour l'économie nationale à même de constituer une alternative s'agissant de la phase d'après-pétrole*», a-t-il soutenu. Mettant en exergue le rôle des journalistes dans la promotion des potentialités touristiques dont regorge le pays, le wali de Aïn Defla, Azziz Benyoucef, a fait part de sa volonté à encourager les hommes de la presse en vue de s'acquiescer de cette mission. «*Nous ne ménagerons aucun effort pour faciliter la mission aux journalistes désireux de réaliser des reportages sur les sites touristiques dont regorge la wilaya*», a-t-il assuré, observant qu'à travers cette action, c'est le citoyen qui est visé car «*constituant le point de mire aussi bien des autorités que des journalistes*». «*L'Algérie, qui dispose d'atouts touristiques "indéniables", n'a besoin que de la promotion de la destination Algérie*», a-t-il encore poursuivi, mettant l'accent sur le rôle de «*partenaire*» de premier plan joué par la presse. A la faveur de cette caravane, la direction du tourisme de Aïn Defla a tracé un programme incluant la visite de monuments et lieux historiques de la wilaya, à l'instar notamment de la ville de Miliana ainsi qu'El Amra, abritant les vestiges de Gargara.

T. H.

Elections

Les principaux partis islamistes disent non aux présidentielles

■ **Abderrezak Makri, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP) et Abdallah Djaballah, président d'El Adala, deux partis de la mouvance islamiste, ont décidé de leur non-participation à la joute électorale du 12 décembre pour la magistrature suprême du pays.**

Par Par Lynda Naili

Le parti Adala de Djaballah a affirmé ne pas être «concerné» par la candidature aux présidentielles et qu'il se positionnait du «côté du peuple» dont il dit assumer ses «revendications légitimes». Un communiqué du Majliss Echoura du parti El Adala indique, en effet, que les membres du conseil national de cette formation islamiste, réunis en session extraordinaire avant-hier, ont voté à l'unanimité cette décision de ne pas porter leur président Abdallah Djaballah à la présidentielle du 12 décembre prochain. Mieux, El Adala exclut tout soutien à une autre candidature dans le cadre d'un consensus ou d'une alliance avec les partis et personnalités d'opposition. A ce titre, dans son allocution des travaux du conseil national, Abdallah Djaballah, bien que convaincu qu'une élection présidentielle soit la meilleure option pour une sortie de la situation de crise que traverse le pays depuis près de sept mois, considère toutefois que les conditions pour la tenue de cette échéance électorale ne sont pas réunies pour convaincre les Algériens d'y participer. «Le parti El Adala croit fermement que la solution à la crise consiste à organiser des élections, mais que celles-ci doivent être libres et transparentes. Sauf que les conditions objectives ne sont pas réunies pour des élections libres et transparentes, en dépit des mesures prises, notamment la mise en place d'une Instance indépen-



PH.D.R.

dante d'organisation des élections», a-t-il affirmé. Enchaînant sur cette Instance, Djaballah déplorera une nouvelle fois la composante et le mode de désignation de ces dernières. «Un mode de désignation qui, dira-t-il, a sapé la crédibilité de l'Autorité électorale indépendante». En outre, El Adala, qui dit s'afficher aux côtés du mouvement populaire pacifique, estime, à ce propos, que la poursuite des manifestations pacifiques constitue un message clair qu'il est impossible de convaincre les Algériens d'aller aux élections avant que leurs revendications de départ des «symboles et des résidus de l'ancien pouvoir, Bedoui et son gouvernement et le chef de l'Etat illégitime, qui

sont rejetés par la population», ne soient concrétisées. Aussi, poursuivra Djaballah, toute démarche visant à contourner les demandes populaires et à imposer un état de fait ne peut être une solution à la crise et engendrera un président «à la légitimité amoindrie et ne fera que prolonger la crise».

De son côté, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) qui a longtemps alimenté le suspense sur sa candidature, s'est prononcé très tard dans la nuit d'avant-hier à soir. A cet effet, un court communiqué publié sur la page Facebook du Mouvement a indiqué que son président, Abderrezak Makri, tiendrait une conférence de presse au siège du parti, à 14 heures, pour expli-

quer cette «décision du Mouvement et sa position à l'égard des prochaines présidentielles». Notons que cette démarche «surprise» de partis de la mouvance islamiste aux présidentielles du 12 décembre, hormis Abdelkader Bengrina, le chef du parti El-Binaa et Filali Ghouni, président du Mouvement El Islah, qui ont exprimé leur décision de se porter candidats ce scrutin présidentiel, serait une manœuvre pour drager le hirak, ce qui par ricochet leur permettrait de refaire peau neuve après des mois de discrédit et d'élargir leur assise militante et sympathisante, et leur assurerait une meilleure place sur la prochaine configuration de la scène politique du pays. L. N.

LA QUESTION DU JOUR

Tunisie, vers l'annulation du deuxième tour de la présidentielle ?

Suite de la page une

Cette situation sans précédent serait due, à en croire un argumentaire assez étonnant mais qui n'en est pas moins abondamment servi pour l'heure, au fait que la justice serait complètement indépendante en Tunisie. Aucune autorité extérieure ne pourrait faire pression sur elle pour l'amener à permettre que l'échéance du 13 octobre se déroule à peu près convenablement, ce qui pour le moins suppose la libération du candidat derrière les barreaux. Tel n'est l'avis ni de Karoui, ni de son camp, ni de ses électeurs, ni probablement celui de la majorité des Tunisiens. Autrement on ne comprendrait pas le vote antisystème du 15 septembre, qui en partie a profité à Karoui. Cela en revanche peut très bien être l'avis des partis dominants qui ont vu leurs candidats éliminés du deuxième tour. L'annulation du deuxième tour faute d'un deuxième concurrent est ce qui leur arrivera de mieux, d'autant plus s'ils ont pu auparavant se refaire une santé en remportant les législatives. Le fait que le deuxième tour soit fixé une semaine après la tenue de ces dernières tend à accréditer ce scénario. Dans la Constitution de 2014, la primauté revient au législatif non à l'exécutif. Le pays est gouvernable si l'on dispose d'une assemblée élue et d'un gouvernement qui en dépend. Il est possible alors de se passer momentanément du président de la République, dont en temps normal les prérogatives sont d'ailleurs limitées. Il sera temps ensuite de refaire la présidentielle. On ne peut exclure que ce soit ce scénario qu'Ennahda a à l'esprit en se disant prête à gouverner avec les «partis révolutionnaires», après avoir dans un premier temps apporté son soutien à Kais Saïed. Par partis révolutionnaires, il faut entendre ceux qui ont été portés au pouvoir par la «révolution» de 2011, et qui pourraient encore gouverner ensemble au lendemain des législatives du 6 octobre, pour autant qu'ils les remportent.

M. H.

L'Apocé tire la sonnette d'alarme et appelle Miraoui à réagir

Le moustique tigre sème l'inquiétude dans les familles algériennes

Depuis des mois, de nombreuses personnes se plaignent des essais de moustiques qui envahissent leurs foyers. Celles ayant été piquées voient l'apparition d'ampoules et d'enflures qui se transforment en plaies très graves. A cette effet, l'Association pour la protection et l'orientation du consommateur et son environnement (Apocé) plaide pour la mobilisation de toutes les parties concernées pour mettre fin à la propagation des moustiques. On assiste impuissants depuis des mois à une colonisation de moustiques dangereux. En effet, ils sont nombreux à se plaindre des essais de moustiques qui envahissent les foyers et dont les piqûres indisposent les habitants. Au fil des jours, le phénomène a pris de l'ampleur et suscite l'inquiétude des citoyens, car les personnes piquées par ces derniers, voient l'apparition d'ampoules et d'en-

flures qui se transforment en plaies très graves. L'angoisse des citoyens se nourrit de l'absence même de pastilles ou de désodorisants anti-moustiques. Pis, d'aucuns confient qu'ils ne sont pas efficaces. Au niveau des dispensaires, les médecins se contentent de prescrire des antibiotiques ou des pommades aux malades qui sont d'ailleurs très nombreux. «On est piqués de jour comme de nuit. Le problème est que des ampoules et enflures apparaissent partout sur nos corps suite à ces piqûres, et se transforment ensuite en plaies très graves», nous confie une mère de famille rencontrée à la sortie d'un dispensaire, venue consulter le médecin à propos de ces plaies qui couvraient tout son bras et quelques parties du corps de sa fille. Dans certaines communes de la capitale, les engins anti-moustiques passent mais rien n'y fait ! Malheureusement, face à cette

inquiétude, le ministère de la Santé reste immobile et tarde à apporter des précisions sur le genre d'insecte décrié. De son côté, l'Association pour la protection et l'orientation du consommateur et son environnement (Apocé) a lancé un appel au ministre de la Santé afin de trouver des solutions pour lutter contre ce problème, et un autre en direction des femmes enceintes qui sont invitées à se protéger de ce genre de moustiques très dangereux pour le fœtus. Les premières recherches entamées par des spécialistes au profit de l'Apocé révèlent la présence d'au moins deux espèces de moustiques. L'un est noir à rayures blanches et l'autre gris brun à rayures blanches. Cela confirme la présence du moustique tigre. A ce propos, le D' Moussa Behboul, membre de Apocé, a expliqué que «lorsqu'une femme enceinte est

piquée par le moustique, les effets n'apparaissent pas directement sur elle». Il ajoutera que «c'est le cerveau et le cœur du fœtus qui sont affectés». Pour parer à ces risques, l'Apocé plaide pour la mobilisation de toutes les parties concernées pour mettre fin à la propagation des moustiques. «Tous les organismes, en particulier les départements de prévention et d'épidémiologie du ministère de la Santé, sont invités à lancer une étude approfondie pour identifier ce type de moustique et sensibiliser par médias interposés les citoyens». Sur les réseaux sociaux, certains évoquent ouvertement, photos à l'appui, le moustique tigre. Que faut-il faire ? La question est un cri d'alarme général. Pour l'Apocé, «si le virus Zika est confirmé, la prévention et la vigilance doivent être de mise car il n'existe toujours pas de traitement ni de vaccin contre lui». Notons que le mous-

tique tigre a fait sa première apparition en Algérie en 2010, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, avant de se propager dans d'autres wilayas comme Oran, Alger et Jijel. Il est également réputé pour être particulièrement agressif envers l'homme en ciblant ses membres inférieurs, alors que ses piqûres «très allergisantes» provoquent des œdèmes, des rougeurs et une inflammation.

Thinherine Khouchi

Rentrée professionnelle

Coup d'envoi à Blida de la session septembre 2019

■ Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Dada Moussa Belkhir, a donné dimanche à Blida, le coup d'envoi de la rentrée professionnelle session septembre.

Par Bassem N.

Le ministre, qui a donné le coup d'envoi de cette session à l'Institut national spécialisé dans la formation en industrie agroalimentaire (INSFP) de Sidi Abdelkader, a fait savoir que plus de 382 000 nouveaux postes ont été ouverts cette rentrée portant à 700 000 le nombre des stagiaires, professionnels et élèves inscrits dans les différents établissements de formation répartis à travers le pays. Accompagné des ministres de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, du Tourisme, de l'Agriculture et de la Pêche, le ministre a indiqué que les offres de formation qu'assure le secteur aux jeunes désirant intégrer le monde du travail ou créer une activité comprennent 23 filières professionnelles. Ces offres couvrent plus de 68 % des offres globales dans les spécialités prioritaires, à l'instar des filières de l'industrie, de l'agricul-



ture, de l'agroalimentaire, du bâtiment, des travaux publics, de l'hôtellerie et du tourisme. Le ministre se rendra à l'Institut de l'enseignement professionnel de Beni Mered, inspectera les différents chantiers de l'enseignement professionnel et visitera l'usine de montage des camions «Volvo Renault» à Meftah. Plus de 200 000 nouveaux stagiaires

rejoindront, dimanche, les établissements de formation au niveau national, a-t-on appris auprès du ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels.

Tlemcen : ouverture de cinq nouvelles spécialités

Le secteur de la Formation professionnelle a été renforcé dans la wilaya de Tlemcen, pour cette nouvelle session, par cinq nouvelles spécialités s'ajoutant aux dizaines autres assurées par le secteur, a-t-on appris, dimanche, de la directrice du secteur M^{me} Hafida Zeddour Brahim. Ces nouvelles spécialités concernent les travaux

publics notamment les ouvrages d'art, l'hôtellerie (art de la table), la maçonnerie du patrimoine (restauration), métreur et impression sur soie. Ces spécialités ont été ouvertes pour répondre aux besoins du marché local, a indiqué la même responsable, à l'occasion de l'ouverture de la session de septembre de la formation professionnelle.

La rentrée de la formation professionnelle, qui s'est déroulée au niveau du nouveau CFPA de Boudjlida, a été également marquée par la signature de deux conventions.

La première a été signée entre le secteur de la formation et celui de l'ADE et permettra, selon le directeur de l'agence de distribution de l'eau, de perfectionner les travailleurs de l'ADE en plomberie, en électricité, en informatique et autres domaines d'activités alors que l'ADE prendra en charge les stages pratiques des jeunes formés dans les Centres relevant du secteur.

Une seconde convention, paraphée entre le même secteur et la commune d'Ain Ghoraba, porte sur la formation des travailleurs des communes dans divers domaines de maintenance et d'entretien d'équipements divers, en informatique et autres. Le secteur de la formation professionnelle compte, à travers la wilaya de Tlemcen, 26 établissements dont trois instituts. Quelque 7 616 postes ont été ouverts pour la présente rentrée. Au total ce sont 9 089 stagiaires qui ont rejoint leurs postes de formation, a-t-on indiqué.

B. N./APS

Complexe Sider El Hadjar

Une commission de haut niveau pour suivre l'approvisionnement en fer brut

Une commission de haut niveau a été installée au cours d'une récente réunion interministérielle pour suivre la mise en œuvre des mesures d'urgence destinées à garantir l'approvisionnement quotidien et régulier du complexe Sider El Hadjar en fer brut, a affirmé samedi à Annaba le ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt. Lors de l'inspection du complexe, le ministre a estimé «inadmissible» la situation des approvisionnements du complexe Sider El Hadjar en fer brut qui avait causé l'arrêt de ses activités, assurant que cela «ne se renouvellera pas grâce à la mobilisation de tous

les partenaires pour dépasser cette crise». «La chaîne logistique des opérations d'approvisionnement en matière première nécessite un travail intégré, de la production au transport jusqu'au complexe, pour assurer la pérennité de son activité économique», a ajouté le ministre qui a rappelé le message adressé par le Premier ministre Noureddine Bedoui aux travailleurs et cadres du complexe insistant sur l'impératif d'approvisionnement du complexe en fer brut quotidiennement en fonction de ses activités productives afin de préserver cet outil de production. L'Etat a réservé, selon le message du

Premier ministre, des crédits importants pour le développement de ce complexe pour lui permettre de recouvrer sa place dans l'industrie sidérurgique pour préserver cet investissement et le valoriser. La ministre a inspecté, au complexe Sider, la zone d'exploitation du fer brut qui reçoit quotidiennement en moyenne 5 000 tonnes de fer des mines de Ouenza et Boukhadra (wilaya de Tébessa) depuis la mise en œuvre des mesures d'urgence. A El Bouni, le ministre a inspecté l'entreprise Ferroviel et assisté à un exposé sur le plan d'investissement de 4 milliards DA qui lui a été accordé pour réhabiliter et

moderniser ses équipements afin de produire des pièces destinées aux wagons de transport ferroviaire et pour produire des containers. Djamilia Tamazirt a également visité la zone industrielle Ain Sayed, dans la commune de Ain Berda, s'étendant sur 446 ha et divisés en 140 lots, où elle a demandé à ce que la priorité soit accordée au raccordement de la zone au réseau d'électricité et au respect des délais de réalisation. La ministre s'est dirigée ensuite vers la wilaya de Tébessa pour une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

Y. N.

Tamanrasset

Programme spécial pour les prestations de santé à In-Guezzam

Un programme «spécial» sera mis au point pour la promotion des prestations de santé dans la wilaya déléguée d'In-Guezzam (450 km au sud de Tamanrasset), a affirmé dimanche le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui. Intervenant lors d'une rencontre avec des représentants de la société civile et des notables d'In-Guezzam, le ministre a affirmé qu'un «programme spécial sera arrêté pour la promotion des prestations de santé au profit de la population de cette région frontalière». Ce programme prévoit plusieurs dispositions,

dont la désignation d'un directeur délégué de la Santé à In-Guezzam, chargé du suivi des projets retenus pour la région, le renforcement du staff médical et l'acquisition d'équipements, dont des ambulances tout terrain, a-t-il précisé. M. Miraoui a fait savoir, en outre, qu'une commission ministérielle sera dépêchée, dans les prochains jours, à Tamanrasset pour suivre la mise en œuvre des mesures prises lors de cette visite et l'organisation de visites inopinées au niveau de structures de santé dans la région. «Cette visite dans la région vise à s'enquérir de près de la situation du secteur

de la Santé, de cerner les contraintes, d'examiner les voies de leur solution pour assurer des prestations de santé à la hauteur des attentes de la population locale», a soutenu le ministre, avant de saluer les efforts fournis par l'Armée nationale populaire (ANP) en matière d'accompagnement du secteur de la santé au niveau de ces régions frontalières. Le ministre de la Santé a, lors de cette tournée de deux jours dans la wilaya de Tamanrasset, inspecté, à In-Guezzam, le chantier d'un nouvel hôpital de 60 lits, doté des différents services médicaux. Il a, sur site, appelé les entreprises

chargées de la réalisation à accélérer le rythme de réalisation pour livrer le projet dans les délais impartis tout en respectant la qualité des travaux. Inspectant le projet de réalisation de 30 logements de fonction pour les personnels du secteur de la Santé, le ministre a rappelé les mesures incitatives prises par le gouvernement en direction des praticiens exerçant dans les régions du Sud du pays, avant de souligner que ces logements devront contribuer à la stabilité du staff médical, notamment dans les zones frontalières.

Y. T.

Conclusion de contrats commerciaux pour l'exportation de dattes

■ Des exportateurs algériens spécialisés dans le domaine de la production et de la transformation des dattes ont affirmé que leur participation au Salon international des produits agroalimentaires "World Food Moscow", organisé récemment à Moscou (Russie), a constitué une occasion pour la conclusion de contrats commerciaux en vue d'exporter plus de 4 000 tonnes de dattes vers la Russie et vers d'autres pays européens.

Par Sara Y

Dans une déclaration au terme de cette manifestation économique internationale, les exportateurs algériens ont fait savoir que leurs participations régulières aux expositions et aux salons internationaux avaient permis de faire connaître les dattes algériennes, très prisées. Ils ont dit avoir reçu, lors de ce salon, de nombreuses demandes pour l'exportation de dattes algériennes, ajoutant que des opérateurs coréens, chinois, finlandais, indonésiens et indiens avaient formulé le vœu de conclure des contrats commerciaux pour l'importation de dattes algériennes, notamment la variété «Deglet Nour», classée parmi les meilleures variétés de dattes au monde. Le responsable de la société Haddadou pour la production des dattes, Salim Haddadou, a indiqué que sa société avait conclu, lors de ce salon, un contrat avec une société russe de distribution visant l'exportation de près de 1 000 tonnes de dattes vers les marchés russes, soulignant avoir reçu d'autres demandes d'Indonésie, d'Inde, des Emirats arabes unis (EAU), du Bangladesh et du Sri Lanka, lesquelles se trouvent actuellement en cours d'examen. Rappelant que les dattes algériennes avaient connu, ces dernières années, un grand succès au niveau international, M. Haddadou a précisé que lesdites dattes avaient réussi, en outre, à se positionner sur les marchés du sud-est de l'Asie, notamment en Inde. Le gérant de l'entreprise de dattes Bouarfa, Achab Mouloud, a fait état de la conclusion d'un contrat avec une entreprise russe pour l'exportation de dattes dès le mois d'octobre 2019, précisant qu'un volume de 110 tonnes sera exporté dans un



Ph/D. R.

premier temps. Il a fait savoir que son entreprise avait conclu, par le passé, d'autres contrats avec des entreprises de différentes nationalités, soulignant que la datte algérienne était très prisée. Le propriétaire de l'entreprise «Toumour Djazairia», Ben Abdelhalim Mokaddem, a, pour sa part, indiqué que son entreprise avait signé un contrat avec une entreprise russe pour l'exportation de 400 tonnes de dattes à compter de février 2020. Le producteur, transformateur et exportateur de dattes algériennes Mehdi Bouguendoura a précisé, quant à lui, que son entreprise «Razan» était présente sur le marché européen depuis cinq ans, notant que la datte algérienne avait réussi à investir les grands marchés en Europe, en Afrique et en Asie. Il a, toute-

fois, fait remarquer que les quantités de dattes demandées par les distributeurs étrangers dépassaient les capacités de production de son entreprise qui a, quand même, pu exporter plus de 2 500 tonnes de dattes vers l'étranger. Selon Khaldoun Al-Asmar, l'un des plus grands distributeurs de dattes au Moyen-Orient présent au «World Food Moscow», la datte algérienne est très demandée dans plus de 35 pays depuis 2008. Concernant les dattes biologiques (cultivées sans substances chimiques artificielles), le directeur de l'entreprise «Biodattes-Algérie», Youcef Abdelbaki, a indiqué qu'elles étaient très demandées en Europe, signalant que 1 340 tonnes de dattes «Bio» avaient été exportées vers l'étranger jusqu'à septembre 2019.

Un stand permanent pour les exportateurs algériens au Salon «City Food» de Moscou

Afin de mettre en avant les capacités du secteur agricole algérien et les industries agroalimentaires, le ministère du Commerce s'est engagé dans des concertations avec les responsables de «City Food» à Moscou, le plus grand salon des produits agricoles et des industries agroalimentaires en Russie et en Europe de l'Est, à l'effet de réserver un stand permanent pour les opérateurs algériens présents à ce salon. A noter que le ministre du Commerce, Saïd Djellab, s'était enquis, mercredi

dernier, du bon déroulement du Salon «World Food 2019», tenu à Moscou. S'étendant sur une superficie de 104 hectares, le salon permanent «Food City» abrite des exportateurs issus de 56 pays représentant 5 000 entreprises de différentes nationalités, lesquelles font la promotion de leurs produits en matière d'import et d'export. Le salon comprend aussi des bâtisses dédiées aux affaires et au marketing, en sus des espaces réservés aux producteurs de légumes et de fruits pour la vente en gros. Ce salon permettra aux exportateurs algériens d'accomplir les procédures de dédouanement en ce qui concerne leurs produits au niveau des services consacrés à ce genre d'opérations au niveau de «City Food».

S. Y./Agences

Création de zones franches pour l'investissement étranger

Solution idoine pour la relance de l'économie nationale

Dont affirmé que «la solution idéale» pour la relance de l'économie nationale à court terme était de créer «des zones franches» permettant aux opérateurs étrangers de lancer leurs investissements avec leurs propres moyens financiers, et ce, afin de jeter les bases d'une industrie locale devant limiter l'importation. Dans une déclaration à l'APS en marge du Forum des compétences algériennes (FCA), ces experts ont fait savoir que la création de zones franches est à même de garantir au pays de passer rapidement de l'importation à la production

locale afin de répondre aux besoins de la demande nationale et de protéger la production locale. Lors de ce forum, les intervenants ont souligné l'importance de ces zones franches devant permettre aux opérateurs locaux et aux investisseurs étrangers d'accéder aux marchés africains «prometteurs», affirmant que cette démarche permettra au pays d'économiser de la devise, de créer davantage de postes d'emploi au profit des jeunes, d'acquiescer de l'expérience et de transférer la technologie. Le directeur général d'une société activant dans le domaine médical à Doha (Qatar), Mourad

Mellah, un jeune Algérien âgé de 32 ans, a mis l'accent sur l'impérative ouverture de l'investissement au profit des étrangers à travers des zones franches ce qui permettra de transférer la technologie moderne, ajoutant que cela est à même de permettre à l'Algérie d'acquiescer des technologies modernes et d'exporter l'excédent de production aux différents marchés mondiaux, et notamment africains. Grâce à la création de ces zones, l'Algérie passera rapidement de l'importation à la production locale, a-t-il soutenu, ajoutant qu'en vue de réaliser cet objectif, il faudra tout d'abord

lever les obstacles de la bureaucratie sur l'investissement local et de l'encourager tout en protégeant la production locale. Il a estimé que le rendement du secteur agricole demeurerait en-dessous des niveaux escomptés malgré les progrès enregistrés au cours des dernières années, et ce, a-t-il dit, en raison du faible recours aux technologies modernes. Soulignant l'impérative mise à contribution de l'expertise des compétences se trouvant à l'étranger pour relancer ce secteur, l'intervenant a affirmé qu'une telle entreprise nécessiterait le renforcement de l'usage des technologies modernes en

vigueur dans les grandes économies mondiales. Pour le promoteur immobilier et entrepreneur Abdelali Bibi, la création de zones de libre-échange est une «partie de la solution» pour relancer l'économie nationale dans la mesure où l'Algérie possède tous les atouts pour la création d'une économie intégrée et diversifiée indépendante de la rente pétrolière. Qualifiant le marché africain de «prometteur», il a affirmé que l'Algérie gagnerait à saisir les opportunités de partenariat et d'échange qui s'offrent à elle en Afrique pour relancer l'économie nationale.

Salem K.

Tamanrasset

Des structures médicales en perspective pour la promotion de la santé dans la région

■ Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a affirmé à Tamanrasset, que de nouvelles structures médicales sont projetées dans la région pour promouvoir les prestations médicales à la satisfaction de la population locale.



P.H. > D. R.

Par Nassima A.

« **L**a wilaya de Tamanrasset bénéficiera de nouvelles structures médicales préconisées dernièrement par l'Etat susceptibles de contribuer à l'amélioration des prestations médicales et satisfaire dans ce cadre les attentes de la population de cette région aux différentes spécificités », a souligné M. Miraoui en marge de l'inspection des structures et installations médicales dans le cadre de sa visite de travail dans cette wilaya du Grand Sud. Ces nouvelles installations consistent en la création d'une école de formation paramédicale (300 places), d'une annexe de l'Institut Pasteur, une autre relevant de la pharmacie centrale et la création d'un observatoire des maladies tropi-

cales, a rappelé le ministre. M. Miraoui qui a, à ce titre, insisté sur l'importance de prendre en considération les spécificités de chaque région dans la prise en charge médicale, et l'approvisionnement des régions enclavées en produits médicamenteux, a fait part d'autorisations exceptionnelles au profit des officines de Tamanrasset pour ouvrir des points de vente et assurer des prestations de proximité au niveau des régions enclavées. Le ministre a, à l'occasion, salué les efforts fournis par l'Armée nationale populaire, en matière d'accompagnement du secteur de la Santé dans les régions du Grand Sud et des Hauts-Plateaux, notamment en matière de mobilisation de staffs médicaux et des équipements, traduisant, par ces actes, l'harmonie entre l'institution militaire et le peuple. M. Miraoui a, lors

de sa tournée, au chef lieu de wilaya inspecté le projet de réalisation, d'un hôpital «240 lits» implanté au quartier «Teberkat», pour un montant de 5,7 milliards DA, livrable au premier trimestre 2021. Il a, sur site, appelé les responsables du projet à respecter les normes de la qualité et à ouvrir d'autres chantiers pour hâter la cadence de réalisation et réceptionner cette structure dans les délais fixes. Il a également appelé à respecter les normes de la sécurité, notamment en termes de lutte contre les incendies. Le ministre s'est également enquis du projet de réalisation de 50 logements de fonction relevant de cette structure hospitalière où il a rappelé les mesures incitatives préconisées par le gouvernement en direction des praticiens exerçant dans les régions du Sud. Après avoir visité l'EPH-mère-

enfant au quartier Sersouf, où il a suivi un exposé sur le bilan de cette structure pour l'année dernière, le ministre a inspecté également, au niveau de la polyclinique du quartier d'Adriane, l'unité d'hémodialyse où il a rencontré des insuffisants rénaux qui lui ont fait part de leurs contraintes liées notamment au manque d'un centre d'hémodialyse. En réponse à cette préoccupation, le ministre de la santé a fait part de la projection de réalisation d'un centre d'hémodialyse indépendant pour cette catégorie des malades de Tamanrasset. Le ministre a, au terme de la première journée de sa visite de travail dans la wilaya de Tamanrasset, inspecté l'EPH au quartier Amechouane, où il a visité le service de visio-conférence où s'est effectué un échange avec le staff médical local et leurs homologues de

l'hôpital de Tizi-Ouzou sur l'état d'une fillette, victime d'un accident, à évacuer vers l'hôpital de Tizi-Ouzou. M. Miraoui a eu une rencontre avec les praticiens, notamment des spécialistes qui lui ont exposé les conditions de travail ainsi que les moyens et équipements médicaux. De même, il a rencontré des citoyens pour prendre connaissance de leurs préoccupations liées au renforcement des prestations médicales, notamment au niveau des structures médicales de proximité, la carence des médicaments, lesquels le ministre s'est engagé à prendre en charge dans la carte médicale. Le ministre de la Santé devait poursuivre dimanche sa tournée dans la région par l'inspection d'autres structures médicales implantées dans la wilaya délimitée frontalière d'In-Guezzam.

N. A./APS

Oran

Les préparatifs vont bon train en vue de la distribution prochaine de logements AADL

Les préparatifs vont bon train en vue de la distribution d'un quota de 2 805 logements de type AADL au niveau du nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana» de Messerghine, a-t-on appris des services de la wilaya d'Oran. Ainsi les services techniques de la Sonelgaz viennent d'achever le branchement de ces logements aux réseaux d'électricité et du gaz naturel, a-t-on précisé. Le secrétaire général de la wilaya, accompagné des responsables concernés, s'est rendu, jeudi, sur les lieux, pour constater de visu

le respect des engagements de tous les acteurs sur l'état d'avancement de ce projet. Les responsables de l'AADL ont été instruits à accélérer les travaux d'aména-

gement externe, le revêtement des chaussées pour permettre la distribution de ces logements dans les délais. Dans le même contexte, le nouveau wali d'Oran,

Abdelkader Djellaoui a présidé, ce week-end, une réunion dédiée au dossier de l'habitat. Il a appelé les directions et services concernés à assurer les moyens

requis pour la réussite de l'opération de distribution de l'habitat, tous types confondus, le 1^{er} novembre prochain.

Y. H.

Tissemsilt

Quatre hectares de la forêt Oued Lakhel détruits par les flammes

Quatre hectares d'arbres ont été détruits, vendredi soir, à la forêt Oued Lakhel, de la commune de Boukaid (Tissemsilt), a-t-on appris auprès des services de la protection civile. Les flammes avaient détruit divers types d'arbres dont le pin d'Alep et le chêne

vert. Les agents de la protection civile, soutenus par les éléments de la conservation des forêts, ont réussi à maîtriser le feu après cinq heures de lutte sur plusieurs fronts. L'intervention des agents a permis de sauver une vaste surface de cette forêt, distante de

3 km de la commune de Boukaid, et d'empêcher la propagation des flammes vers la forêt limitrophe d'Ain Antar. L'opération a vu la mobilisation d'importants moyens humains et matériels, a-t-on indiqué.

R. R.

Tunisie

L'élection présidentielle risque d'être invalidée

■ Du fait de la détention depuis cinq semaines de Nabil Karoui, l'Instance électorale ne cache plus ses craintes d'une annulation des résultats par le tribunal administratif, la loi obligeant à une «égalité des chances entre les candidats».



Par Fella Y.

«**J**e suis favorable à sa libération. Je l'ai demandée aux autorités, nous organisons actuellement des élections avec un candidat en prison», a mis en garde le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie), Nabil Baffoun, évoquant le sort du candidat Karoui. Les membres de l'Instance électorale montent au front médiatique face aux risques de contestation des résultats du second tour. Le tribunal administratif pourrait rendre un jugement invalidant le

scrutin pour non-respect de la loi. Ce qui équivaldrait à un retour à la case départ. Situation aggravante : l'actuel président de la République par intérim, Mohamed Ennaceur, doit quitter ses fonctions le 24 octobre. Son intérim ne peut excéder les quatre-vingt-dix jours après la mort du précédent président, Béji Caïd Essebsi. En l'absence d'une Cour constitutionnelle, par la faute des guerres politiques entre partis au pouvoir depuis 2015, les institutions politiques tunisiennes sont au bord de la paralysie.

Dossier Karoui :

«L'instruction n'en est qu'à son début»

Depuis son arrestation à grand spectacle, à un péage d'autoroute, Nabil Karoui dort en prison. Il a décrit au «Point» les conditions de sa détention et le coût politique de sa mise à l'écart. Il ne peut faire campagne, ne peut se réunir avec ses équipes. Plusieurs candidats du premier tour ont demandé sa libération (Selma Elloumi, Neji Jalloul, Abdelkarim Zbidi...). La Ligue tunisienne des droits de l'homme lui a rendu visite à la prison de La Monarguia ainsi que la mission d'observation de l'Union européenne. L'homme d'affaires,

suspecté de blanchiment d'argent, a désormais le statut de prisonnier politique. Sans condamnation, il demeure candidat. Un de ses avocats précise que «l'affaire a été confiée au premier juge d'instruction du pôle financier» qui a auditionné «Nabil et Ghazi Karoui durant un an». De témoins, les frères sont devenus des inculpés. «Trois experts judiciaires ont été désignés pour examiner les centaines de documents fournis par la défense», précise Omar Labiadh. Il précise, fait important, que «l'instruction n'en est qu'à son début».

administratif annule l'élection, la situation institutionnelle verra à l'imbroglio. Dans le contexte politique abrasif, entre règlements de comptes entre le Chef du gouvernement et le ministre de la Défense, au point que ce dernier n'a pas assisté au dernier Conseil des ministres, quelle autorité aura la sagesse nécessaire pour calmer les ardeurs ? La formule est un cliché mais elle prend tout son sens : «La semaine de tous les dangers pour la Tunisie démocratique».

La date du 2^e tour fixée pour le 13 octobre

Le deuxième tour de l'élection présidentielle anticipée en Tunisie aura lieu le 13 octobre prochain, a déclaré Anis Jarboui, membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), cité par l'agence tunisienne TAP. Le premier tour du scrutin présidentiel anticipé a été organisé le 15 septembre dernier. Le candidat indépendant Kais Saïed est arrivé en tête du classement avec 18,4 % des suffrages, avant Nabil Karoui, président du parti Qalb Tounes (Au Cœur de la Tunisie), avec 15,58 % des voix. Le second tour opposera l'universitaire Kais Saïed et l'homme d'affaires Nabil Karoui, actuellement en détention provisoire, pour des soupçons de «blanchiment d'argent et fraude fiscale». Le bureau en charge des pourvois électoraux au siège du Tribunal administratif de Tunis a reçu cinq dossiers contestant les décisions rendues en première instance sur les résultats du premier tour de la présidentielle anticipée. Le Tribunal administratif avait précisé, jeudi, dans un communiqué, que les pourvois en appel soumis à l'Assemblée plénière de la juridiction concernant les résultats du premier tour du scrutin présidentiel, ont été intentés par les candidats Hatem Boulabiar, Néji Jalloul, Youssef Chahed, Slim Riahi et Seifeddine Makhoul. **F. Y./Le Point**

Un chaos politique qui ne dit pas encore son nom

L'inquiétude grandit quant à l'avenir proche de la transition démocratique. Le risque d'une Assemblée ingouvernable, sans coalition possible, ajouté à une annulation des résultats présidentiels engendrerait une situation périlleuse pour la Tunisie. Qui dirigera ? Faudra-t-il revoter sous six mois ? Si les députés ne parviennent pas à élire un président du gouvernement d'ici mars, le président de la République devra reconvoquer les Tunisiens aux urnes. Mais quel président ? Si le tribunal

Sahara occidental

Le Lesotho réclame à l'ONU la fin de l'occupation marocaine

Le Premier ministre du Royaume du Lesotho, M. Tom Thabane, a appelé à la fin de l'occupation marocaine du Sahara occidental, dernière colonie dans le continent africain, réitérant le droit inaliénable à l'autodétermination du peuple sahraoui. Dans un discours prononcé vendredi devant la 74^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Thabane a appelé à la fin de l'occupation marocaine du Sahara occidental, dernière colonie dans le continent africain,

réitérant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Il a souligné, lors de son intervention, que «la communauté internationale ne pouvait rester passive face à certains pays qui s'immiscent dans la souveraineté d'autres pays». A ce propos, il a rappelé que «le peuple sahraoui cherche l'indépendance depuis des années et que c'est un droit qu'il mérite, comme le reste du monde». M. Thabane a affirmé également qu'«il incombe à l'Organisation des Nations unies de protéger la

souveraineté de ses Etats membres et d'empêcher toute ingérence dans les affaires d'autres Etats». Dans ce sillage, il a indiqué que «son pays refusait que l'ONU reste indifférente au sort tragique du peuple du Sahara occidental, qui se battait pour son droit à la liberté, mais en vain». Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a levé jeudi toute équivoque sur la nature du conflit au Sahara occidental, réaffirmant dans un nouveau rapport soumis à l'Assemblée gé-

nérale que les organes de l'ONU traitent ce dossier comme «une question de décolonisation». Dans ce rapport établi à la demande de l'AG de l'ONU sur la question du Sahara occidental, le chef de l'ONU a tenu à rappeler que la quatrième commission chargée de la décolonisation et le Comité spécial de la décolonisation, dit comité des 24, abordent le dossier du Sahara occidental dans «le cadre des questions relatives à la décolonisation». **Sabiha O.**

Mauritanie

Nouvelle découverte de gaz naturel dans le complexe Grand Tortue

La société énergétique Kosmos Energy a annoncé la découverte d'une importante colonne de 30 m de gaz naturel dans le puits Yakaar-2 situé dans le bloc Cayar Offshore Profond du complexe Grand Tortue.

Le réservoir de 30 m est logé dans le Cénomaniens et est doté d'une bonne qualité, selon les premiers résultats d'après-forage. Kosmos a précisé que ces résultats sont similaires à celui

des puits d'exploration Yakaar-1, situé à 9 km plus au nord. Cela confirme le taux de réussite de 100 % des forages de Kosmos et de son partenaire BP dans ce périmètre qui chevauche la frontière maritime sénégal-mauritanienne. Le développement de Yakaar devrait se faire par étape en fournissant du gaz à la première phase de liquéfaction dans la région qui devrait démarrer entre 2022 et 2023, pour un

niveau de production de 2,5 Mtpa. Cette production sera exportée sur le marché international et devrait servir à approvisionner le marché local, conformément au plan Sénégal Emergent lancé par le Président Macky Sall en 2014. La plateforme Valaris DS-12 qui a foré le puits, se dirige désormais vers les puits d'exploration Orca-1 en Mauritanie.

T. Kh./Agences

Libye

Troisième raid américain dans le sud du pays, 17 morts

LES FORCES américaines ont mené une troisième frappe aérienne en Libye. Selon une annonce du commandement américain pour l'Afrique (Africom), au moins 17 combattants de l'Etat islamique ont été tués, rapporte Libyan Express. C'est la troisième frappe de l'US Air force en Libye ce mois-ci. Il s'agit, selon le rapport de Libyan Express, d'une action dans le cadre d'une campagne contre le groupe terroriste dans la ville de Murzuq, dans le sud-ouest de la Libye. Les frappes ont été menées en coordination avec le gouvernement libyen d'accord national pour refuser «un refuge» aux terroristes qui «cherchent à nuire à des Libyens innocents», a déclaré Heidi Berg, directrice du renseignement à la US Navy, directrice du renseignement à Africom citée par la même source. La détérioration de la sécurité en Libye a permis aux militants affiliés à l'Etat islamique d'étendre leur présence dans des espaces désertiques non gouvernés du sud du pays. **R. M.**



ONU

Chine et États-Unis, le risque de la «grande fracture» planétaire

■ A la tribune de l'ONU, le ton du chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, est ferme et son regard noir. «La Chine ne sera jamais effrayée par les menaces ni ne pliera devant les pressions», martèle-t-il à l'intention des États-Unis.

Par Rosa C.

L'Assemblée générale des Nations unies, toute la semaine à New York, a été une fois de plus le théâtre de cette «grande fracture» qui quette le monde, pour reprendre les mots de l'hôte de la grand-messe diplomatique annuelle, Antonio Guterres. Soixante-dix ans après sa naissance, la Chine communiste affirme plus que jamais son statut de grande puissance antagoniste des États-Unis, eux-mêmes engagés dans une offensive inédite pour conserver leur suprématie. Quand Wang Yi dénonce vendredi «pressions» et «menaces», il évoque la guerre commerciale engagée par Donald Trump et met en garde contre le risque qu'elle «plonge le monde dans une récession». Il répond en fait au président américain qui, devant le même parterre de dirigeants des 193 pays de la planète, avait attaqué trois jours

plus tôt les «abus» de Pékin. Le gouvernement du milliardaire républicain a repris, en les amplifiant jusqu'à en faire un axe fondamental de son mandat, les accusations américaines de concurrence déloyale chinoise, voire d'espionnage industriel. «Pendant des années, ces abus ont été tolérés, ignorés, voire encouragés», a déploré le chantre de l'America First, l'Amérique d'abord. «Ces jours s o n t révolus !» Les puissances rivales mènent depuis de longs mois des négociations commerciales ponctuées d'escarmouches et de trêves. Toutefois, alors qu'il s'engage dans la campagne pour sa réélection, Donald Trump laisse désormais entendre qu'un accord pourrait ne pas être possible avant le scrutin de 2020. Mais derrière ce bras de fer qui fait tousser les marchés et nourrit les gros titres des médias, la confrontation est en fait généralisée. Cette «grande fracture»,



PH. > D. R.

redoutée par Antonio Guterres, a été décrite par le secrétaire général de l'ONU à l'ouverture des débats : «Une planète divisée en deux, qui verrait les deux plus grandes puissances économiques asséoir leur pouvoir sur deux mondes séparés en compétition, chacun avec sa devise dominante, ses propres règles commerciales et financières, son propre internet et sa propre intelligence artificielle, et ses propres stratégies géopolitiques et militaires dans un jeu à somme nulle». De fait, si Washington a fait du Venezuela son ennemi régio-

nal, de l'Iran sa bête noire au Moyen-Orient et de la Russie son adversaire transatlantique, le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo ne le cache pas : sur le long terme, la vraie rivalité stratégique est celle qui l'oppose à Pékin. L'administration Trump a donc lancé une offensive tous azimuts, au parfum de guerre froide. C'est le vice-président Mike Pence qui a détaillé cette charge lors d'un réquisitoire d'une dureté inédite il y a exactement un an. Outre le commerce, tout y passe : expansionnisme diplomatique et militaire, atteintes massives aux

libertés publiques et aux minorités religieuses. Le gouvernement républicain n'est pas forcément isolé sur la question. A Washington, une bonne partie des élus, des diplomates et des sinologues, toutes tendances confondues, s'accordent pour dire que l'espoir ancien de voir la mondialisation «normaliser» la Chine, en apportant démocratie et libertés en même temps que la prospérité économique, a fait long feu. Mais certaines critiques rappellent que les initiatives américaines pour contrer l'influence chinoise font suite au retrait du traité de libre-échange transpacifique, dont c'était justement l'objectif. Donald Trump a jeté le texte aux orties dès son arrivée à la Maison-Blanche. La semaine onusienne fut un observatoire privilégié de ce face-à-face. D'ordinaire si prompt à flatter son «ami» Xi Jinping, Donald Trump a lancé un avertissement inédit dans sa bouche au président chinois sur la crise politique à Hong Kong. «La manière dont la Chine va décider de gérer la situation en dira long sur son rôle dans le monde à l'avenir», a-t-il prévenu, appelant «fermement» au respect des engagements de Pékin en faveur de la «liberté» et de la «démocratie» dans l'ex-colonie britannique.

R. C.



Commentaire

Hommage

Par Fouzia Mahmoudi

Après les mandats catastrophiques successifs de Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron, il est facile aujourd'hui pour les Français de plébisciter Jacques Chirac et d'en faire l'emblème de la force passée de la France. Chirac quelques jours après sa mort est aujourd'hui considéré par une large majorité de Français comme le meilleur président de la Ve République avec De Gaulle. Ce sont les sympathisants de La France insoumise et du Rassemblement national qui plébiscitent le plus l'ancien chef de l'État, loin devant Les Républicains, qui lui préfèrent Charles de Gaulle. Jacques Chirac, décédé jeudi 26 septembre à 86 ans, est considéré par les Français comme le meilleur président de la Ve République, à égalité avec Charles de Gaulle, selon un sondage Ifop publié dans «Le Journal du dimanche». Il recueille la préférence de 30 % des sondés, en hausse de 20 points par rapport à un sondage Ifop similaire en novembre 2013. François Mitterrand, lui, dégringole de 28 à 17 %. Ce sont les sympathisants de La France insoumise (39 %) et du Rassemblement national (32 %) qui plébiscitent le plus Jacques Chirac, loin devant Les Républicains (25 %), qui lui préfèrent Charles de Gaulle (48%). Chirac est davantage choisi par les moins de 35 ans (47 %) – singulièrement les 25-34 ans (50 %) – que par les 35 ans et plus (23 %), dont 33 % optent pour De Gaulle. 23 % des catégories socioprofessionnelles supérieures choisissent Chirac, contre 27 % des intermédiaires et 38 % des CSP moins. Alain Juppé est perçu par 62 % des sondés comme l'héritier politique de Chirac, loin devant toutes les autres propositions. Dans les actes les plus marquants de sa présidence, l'opposition à la guerre en Irak est de très loin la plus citée (71 %), devant la suppression du service militaire (41 %) ou encore le discours sur l'écologie et «notre maison qui brûle» à Johannesburg en 2002 (33 %). Interrogés sur l'image qu'ils garderont de l'ancien chef de l'État, ils sont 31 % à choisir «un personnage sympathique qui aimait la vie», devant «un élu de terrain proche des Français» (27 %), «un grand homme d'État» (18 %), «un président qui a fait peu de réformes» (7 %), «un politique professionnel qui a souvent changé d'avis» (7 %), «un homme de droite sans compromission avec le Front national» (6 %) et «un combattant politique impitoyable» (4 %). Comparativement, l'on ne peut que remarquer le peu d'estime qu'ont les Français pour les politiques d'aujourd'hui, même ceux au plus haut niveau de l'État tel que leur président qui est l'une des personnalités politiques françaises les plus détestées par ses concitoyens. Peut-être que les hommages répétés ces derniers jours à Jacques Chirac et en particulier à sa façon d'exercer le pouvoir serviront de leçon aux gouvernants d'aujourd'hui qui semblent incapables de susciter la moindre sympathie parmi un peuple excédé par les injustices sociales.

F. M.

Meurtre de Khashoggi

Un an après, l'Arabie saoudite peine à tourner la page

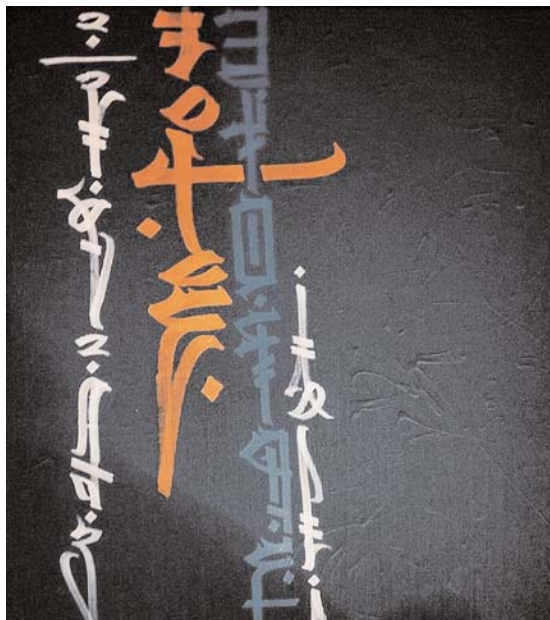
Un an après le meurtre du journaliste dissident Jamal Khashoggi, l'Arabie saoudite tente de retrouver sa place sur la scène internationale, mais la crise l'a affaibli et a éclipsé les réformes ambitieuses de son prince héritier, selon des analystes. Le prince Mohammed ben Salmane, modernisateur autoproclamé ayant sorti le royaume ultraconservateur de sa torpeur, a été célébré par des dirigeants politiques et de multinationales avant le meurtre le 2 octobre dernier, au consulat saoudien d'Istanbul, du journaliste dissident. Mais les conséquences de cet assassinat, dans des circonstances des plus sordides, ont été énormes. Elles ont fait de l'héritier du trône du plus puissant des pays arabes un personnage sulfureux, ont jeté une ombre sur ses réformes, attiré l'attention sur la situation des droits humains en Arabie saoudite et ébranlé ses alliances avec les puissances occidentales. Depuis, le prince a cherché à rétablir sa réputation en lançant des campagnes de relations publiques pour reconquérir les investisseurs étrangers tout en accélérant ce que les analystes appellent «l'orientation à l'Est», en direction d'alliés moins critiques comme la Chine et l'Inde. Mais

cela n'a eu qu'un succès limité. «Le spectre de Jamal Khashoggi plane (toujours) sur le royaume», a déclaré Bruce Riedel, ancien officier de la CIA et auteur d'un livre sur l'Arabie saoudite intitulé «Rois et présidents». «Le journaliste et commentateur assassiné n'a pas été oublié, comme l'espérait le prince Mohammed ben Salmane», a-t-il relevé. Le prince héritier semble avoir assumé la responsabilité du meurtre, disant toutefois dans un récent documentaire de la télévision américaine PBS, qu'il n'en avait pris connaissance qu'après les faits. Selon des informations de presse, la CIA estime que l'assassinat a probablement été commandité par le prince héritier lui-même. De son côté, une experte de l'ONU, Agnès Callamard, a conclu en juin qu'il existait des preuves suffisantes pour ouvrir une enquête sur la responsabilité du prince héritier dans l'affaire Khashoggi. Ces révélations ont alimenté les pressions sur les alliés occidentaux de l'Arabie saoudite pour qu'ils cessent de lui vendre des armes. Ces pressions sont intervenues dans un contexte de tensions accrues avec son rival iranien, accusé par Washington d'avoir attaqué le 14 septembre des installations pétrolières saoudiennes. Les États-

Unis, un allié clé de Riyad, ont annoncé à la suite de ces attaques le déploiement de 200 soldats ainsi que de missiles Patriot en Arabie saoudite. Le président Donald Trump a souligné l'importance de l'Arabie saoudite en tant que client d'armes américaines et rempart contre l'ennemi commun iranien, mais les élus américains ne semblent pas enclins à absoudre le prince héritier. «Dans une certaine mesure, l'assassinat de Khashoggi a laissé l'Arabie saoudite isolée à l'échelle globale», affirme à l'AFP Quentin de Pimodan, un expert de l'Institut de recherche pour les études européennes et américaines, basé en Grèce. «En surface, Trump a donné son soutien à Riyad, mais l'Amérique insiste sur le fait qu'elle n'est plus aussi dépendante du pétrole saoudien qu'auparavant. L'Arabie saoudite est seule face à la menace de l'Iran et dans le conflit au Yémen voisin», ajoute-t-il. Le meurtre a quelque peu refroidi les investisseurs étrangers qui se bousculaient à Riyad. Il semble également avoir entravé les réformes économiques du prince Mohammed, qui cherchent à réduire la dépendance du royaume à l'égard des revenus pétroliers et à stimuler les investissements du secteur privé.

Villa «Dar Abdeltif»

Les nouvelles œuvres de Sneak exposées au public



■ La villa Dar Abdelatif accueille une fois encore des œuvres artistiques, proposant au public l'opportunité de découvrir les dernières créations de l'artiste-peintre Amine Aïtouche, alias Sneak. Cette exposition qui se poursuit jusqu'au 10 octobre est intitulée «Inversion». Le public pourra apprécier des tableaux inédits, réalisés en résidence à la Villa «Dar Abdeltif».

Par Abia Selles

Une trentaine d'œuvres de l'artiste-peintre Amine Aïtouche, alias Sneak, sont exposées depuis samedi à la Villa «Dar Abdeltif». Réalisées en résidence artistique, ces œuvres sont à découvrir jusqu'au 10 octobre prochain. Intitulée «Inversion», cette exposition a suscité l'intérêt d'un public nombreux lors de son vernissage.

L'artiste a illustré l'inversion de l'obscur au clair à travers six toiles au teint sombre, optant pour des techniques de peinture mixte comme l'acrylique et l'huile.

Le choix de supports «obéit à la thématique et à la texture», a expliqué Sneak lors du vernissage, disant qu'il peint sur des supports variés comme le bois, le plâtre et la toile.

Dans l'autre partie de l'exposition, l'artiste illustre la lumière – inversion de l'obscur –, à travers des textures, formes géométriques, mouvements, lumière et éclaboussement de couleurs.

Sneak, pour qui la connaissance des choses passe par l'expérimentation, fait référence dans ses toiles à la terre, l'enfer, le feu, l'eau et tous les éléments de l'univers. Il laisse transparaître également des aspects de l'histoire et de la culture universelle à

travers des symboles astrologiques et signes calligraphiques. Calligraphe et designer, Amine Aïtouche est diplômé de l'Ecole des beaux-arts d'Alger.

Sneak, qui se définit comme un artiste urbain, a multiplié ses actions dans les rues de la capitale, notamment à La Casbah où il a réalisé une fresque.

En 2015, il expose pour la première fois au Musée du Bardo d'Alger, à travers une installation murale, avant de dévoiler ses peintures notamment dans les galeries de la capitale et Oran. A l'étranger, Sneak a pris part en 2016 à une exposition collective à Paris qui a réuni plus de 70 artistes.

A. S.

Festival national de la littérature et cinéma féminins

Lancement de la manifestation à Saïda

Le Festival national de la littérature et du cinéma féminins s'est ouvert samedi soir à la salle de cinéma «Dounyazed» de la ville de Saïda, avec la participation d'artistes, cinéastes et romancières.

Le wali de Saïda, Louh Seïf El Islam, a donné le coup d'envoi de la 3^e édition de cette manifestation culturelle organisée par le commissariat du Festival national de littérature et cinéma féminins.

La première journée de ce festival a été marquée par la signature, entre la Direction de la culture de Saïda et l'Office national de la culture et de l'information (Onci), d'une convention pour la gestion et l'exploitation de la salle de cinéma Dounyazed

pour la projection de films mondiaux et nationaux récents.

Le directeur général de l'Onci, Mourad Ouadahi, a souligné, en marge du lancement de ce festival, qu'en vertu de cette convention, la salle de cinéma Dounyazed est placée sous la tutelle de l'Onci, ajoutant que les nouvelles œuvres cinématographiques mondiales et nationales seront projetées dans cette salle.

La salle abritera d'autres activités culturelles dont des soirées musicales, des ateliers du théâtre et des activités pour enfants dans le cadre du programme élaboré par l'Onci, a indiqué le même responsable.

L'ouverture du festival a été également marquée par une rencontre littéraire avec le romancier

Yasmina Khadra et le coup d'envoi d'une session de formation sur les techniques du son au profit de 20 jeunes, encadrée par le cinéaste Salim Hamdi.

La session de formation de quatre jours vise à enseigner à ces jeunes les règles de base du son qui est un facteur important dans le domaine cinématographique, a souligné M. Hamdi.

Le programme de cette manifestation culturelle comporte la projection de 11 films, dont «Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh, plusieurs fois primé lors de festivals internationaux, «Les bienheureux» de Sofia Djama, prix de la meilleure réalisation au Festival de Dubaï (2017), «Reconnaissance» de Salim Hamdi, le fleuve de

Londres, «Le flic de Belleville» de Rachid Bouchareb.

Une rencontre littéraire est prévue avec l'auteure Djamilia Talbaoui et deux récitals poétiques de Zineb Laouedj et Rabéa Djalti, de même qu'une représentation théâtrale dans le cadre du théâtre de la rue, intitulé «Ennadji», avec les artistes Massilia Aït Ali et Nazem Heladja.

Organisé par le ministère de la Culture, le festival prévoit également un atelier de formation en mise en scène au profit des jeunes cinéastes, indiquent les organisateurs.

Au terme de ce festival national, un prix du public sera dédié à la meilleure projection des films participants.

F. H.

Théâtre régional de Tizi-Ouzou

Montage prochain de deux nouvelles pièces

Deux nouvelles productions théâtrales pour adultes seront prochainement lancées par le théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou, a indiqué samedi le directeur de cet établissement culturel, Farid Mahiout.

La première production, texte de Mohamed Mouhoubi intitulé «Anag wis sevaa» (l'étage N. 7) sera montée en langue tamazight. La scène se déroule principalement dans un ascenseur et parle de la désinformation des médias. L'ascenseur qui devait faire monter des personnes au septième étage, où se trouve le bureau du juge, s'arrête avant d'attendre cet étage à cause d'une panne d'électricité, a-t-il expliqué.

Il s'agit d'une pièce tragi-comique dont la réalisation a été confiée au jeune metteur en scène Hadji Massinissa qui a déjà produit pour le théâtre Kateb-Yacine la pièce «Emmethi thi !» (Meurs alors !) en 2017. Il est diplômé de l'Institut supérieur des métiers d'art du spectacle et de l'audiovisuel de Bordj El Kiffan et compte plusieurs prix à son actif.

Elle sera jouée par sept comédiens (six hommes et une femme) dont les personnages principaux sont un banquier, un policier, un juge, un voleur et un journaliste. Des histoires et des actes s'enchaînent et se croisent dans l'ascenseur en panne.

Pour les besoins de cette production, dont la générale est prévue pour fin novembre prochain, un casting a été organisé samedi, par la direction du théâtre et a attiré un nombre important de comédiens désireux de décrocher un rôle.

A propos du choix des comédiens, Hadji Massinissa a expliqué qu'il se fera au feeling. «Je ne veux pas faire un casting de profil ni prendre des comédiens qui cherchent juste un emploi. Je recherche des comédiens qui veulent aller loin dans le théâtre, qui verront ce projet comme une expérience de vie et qui vont aimer la pièce et le rôle qu'ils vont jouer ; c'est ce qui va donner de l'âme et de la profondeur à la pièce», a-t-il dit.

La deuxième production est intitulée

«Essafqa» (la transaction), texte de Mahi Ben Amara. Il s'agit aussi d'une tragi-comédie qui sera montée en arabe par Ben Hassine Haider, un metteur en scène prolifique, qui a adapté au théâtre plusieurs textes dont «La grotte éclatée» de Yamina Mechakra. Le casting de cette deuxième production aura lieu cette semaine aussi, a indiqué M. Mahiout.

«Essafqa» s'intéresse à la situation des artistes à travers quatre personnages principaux qui sont un peintre de renom, un grand musicien, un sculpteur et un écrivain qui vivent en colocation dans un vieux taudis de trois chambres et qui souffrent de la pauvreté. L'un d'entre eux décide alors d'entamer une grève de la faim dans l'espoir d'améliorer sa situation.

La direction du théâtre compte participer avec la production «Anag wis sevaa» au Festival culturel national du théâtre amazigh de Batna et avec «Essafqa» au Festival national du théâtre professionnel (Alger), a indiqué M. Mahiout.

D. R.

AGEND'ART

Galerie d'art Le Paon
(Centre des arts de Riadh
El-Feth, niveau 104, El-
Madania, Alger)

Jusqu'au 20 octobre :
Exposition «Convergence»
de l'artiste Mohamed Krour.

Maison de la culture
Malek-Haddad de
Constantine

Du 3 au 5 octobre :
16^e édition du Festival national
d'astronomie populaire,
à l'occasion de la Semaine
mondiale de l'espace décré-
tée par l'ONU.

Esplanade de Riadh-El-
Feth (El-Madania, Alger)

Du 1^{er} au 7 octobre :
12^e édition du Festival inter-
national de la bande dessi-
née d'Alger (Fibda).

Musée national public
d'art moderne et contem-
porain d'Alger (rue Larbi-
Ben-M'hidi, Alger-Centre)

Jusqu'au 7 octobre :
7^e exposition internationale
d'art contemporain,

Performance et Fashion
Design, sous le thème «Al-
Tiba9» (Oxymore), avec la
participation de l'Italie,
l'Espagne, la Belgique, la
Russie et des Etats-Unis.

Galerie d'arts Ifru
Design (Télémy, Alger)

Jusqu'au 9 octobre :
Exposition «Mouqelth»
(Regard), par la photogra-
phe Chafia Loudjici et
l'aquarelliste Narimène
Mezghiche.



Angleterre

Mahrez et le City disposent d'Everton

QUAND MAHREZ joue d'entrée avec Manchester City cette saison, les Citizens gagnent toujours ! C'est une statistique qui démontre tout l'impact de l'international algérien dans le jeu des «Sky- Blues» 2019/2020.

Le numéro 26 de City a été titularisé à quatre reprises en championnat par son manager Pepe Guardiola et à chaque fois, le natif de Sarcelles épaté dans le jeu manucien en marquant tantôt des buts, en délivrant également de passes décisives ou en participant à l'avant-dernière passe.

Mahrez a débuté en EPL à quatre reprises comme titulaire avec City et à chaque fois Manchester City sort vainqueur de son match. C'était face respectivement à West Ham (5-0), Brighton (4-0), Watford (8-0) et enfin hier contre Everton en déplacement (3-1), alors que

son équipe a perdu 4 points contre Tottenham et Norwich quand il était sur le banc.

Il faut ajouter aussi le premier match de la Ligue des champions face à Shakhtar (3-0) où Mahrez avait débuté le match. Pour dire que l'ailier droit de City a passé un cap cette saison avec son équipe et se positionne désormais comme un élément très important dans l'échiquier de Pepe Guardiola.

Mahrez qui a enchaîné pour la première fois deux titularisations en quatre jours avec son équipe en championnat (Watford et Everton) semble retrouver la confiance de son coach.

Pour rappel, Riyad Mahrez et depuis son engagement avec Manchester City la saison dernière a inscrit sept buts et délivré 10 passes décisives en 17 titularisations en Premier League seulement.

AS Monaco

Slimani inscrit son quatrième but

L'attaquant algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, s'est exprimé au sujet de la victoire (4-1) des Monégasques face à Brest du milieu de terrain algérien, Haris Belkebla, lors de la huitième journée de la Ligue 1 dans une déclaration en zone mixte.

L'avant-centre algérien a déclaré : «J'aurais aimé inscrire trois buts et offrir une passe décisive (rire, ndr). Je pense que toute l'équipe a fait un bon match. On est bien rentré dans

cette rencontre. On a géré, à la fin il y a (4-1) et on est content».

Le champion d'Afrique algérien est en train de réaliser un très bon début de saison dans nouveau championnat. Il a signé une année en prêt lors du mercato d'été. L'ancien du CR Belouizdad a inscrit quatre buts et offert quatre passes décisives en seulement cinq rencontres.

Ligue 1 algérienne (6^e journée)

Le CSC et l'ESS se relancent

■ Le CS Constantine et l'Entente de Sétif se sont relancés dans le championnat de Ligue 1, après avoir décroché des victoires lors des matchs disputés à domicile respectivement face au Nasr d'Hussein-Dey et l'US Biskra.



Les Constantinois réalisent l'essentiel

Par Mahfoud M.

Sétif, qui après des débuts laborieux commence à sortir peu à peu de sa situation difficile, avec sa dernière victoire contre le nouveau promu, l'US Biskra, qui la propulse au milieu du tableau, avec sept points, au moment où son adversaire du jour reste scotché à la 11^e place, qu'il partage ex æquo avec le NAHD. De leur côté, l'AS Aïn M'ilia et le NC Magra se sont neutralisés (1-1) un peu plus tôt dans l'après-midi, et ce sont les visiteurs qui ont réalisé une bonne affaire, car ils avaient commencé par être menés au score avant de revenir. En effet, c'est l'ASAM qui a ouvert la marque par Abderezzak Bitam à la 53^e, avant que l'abnégation des visiteurs ne porte ses fruits à

la 85^e, avec l'égalisation de Sami Demigha. Les Milis réalisent donc la mauvaise affaire de la journée. Cette sixième journée a été amputée de cinq dernières rencontres inscrites à son programme, à savoir : MC Alger - CA Bordj Bou Arréridj, JS Saoura - MC Oran, USM Alger - Paradou AC, USM Bel-Abbès - JS Kabylie et CR Belouizdad - ASO Chlef, en raison de la participation des clubs algériens aux différentes compétitions africaines.

M. M.

Résultats partiels :	
ASAM- NCM	1-1
CSC- NAHD	1-0
ESS- USB	2-0

Championnat d'Afrique 2019 de power lifting

Le champion du monde Boughalem au rendez-vous

LE SEXTUPLE champion du monde de powerlifting, Ilyes Boughalem, prendra part aux Championnats d'Afrique de la discipline prévue du 1^{er} au 6 octobre prochain en Afrique du Sud, a-t-on appris samedi de l'intéressé. Le détenteur du record du monde «Développé-couché» (Bench press) lors des derniers mondiaux de Stockholm, Ilyes Boughalem a indiqué qu'il est en pleine préparation avec le club sportif amateur d'haltérophilie de Souk Ahras en vue de ce rendez-vous africain auquel prendront part plus de 15 pays, soulignant qu'il sort tout juste d'un stage bloqué d'une semaine avec la sélection nationale d'haltérophilie. L'athlète algérien a par ailleurs évoqué toute sa détermination à aller chercher un septième titre continental, lui qui reste sur une impressionnante série de 6 titres africains et mondiaux d'affilée. La référence mondiale du «développé-couché» (Bench press) a également souligné l'importance de prendre en charge les jeunes athlètes, se disant volontaire pour former les champions en devenir. De son côté, le président le club sportif amateur d'haltérophilie

de Souk Ahras, Reda Bahi, a indiqué qu'outre Ilyes Boughalem, deux autres enfants de la ville, Fatah Toubal et Zohra Tatar, vont représenter l'Algérie lors des prochains championnats d'Afrique.

	Pts	J
1). WAT	13	6
2). OM	12	6
-). DRBT	12	6
-). ASK	12	6
5). JSMS	11	6
6). RCR	10	6
7). RCA	9	6
-). MCS	9	6
-). OMA	9	6
-). MOB	9	6
11). ASMO	8	6
12). MCEE	5	6
13). USMA	4	6
14). AB	3	6
15). JSMB	2	5
16). USMH	1	5

Après des débuts difficiles en championnat, les Sanafirs se retrouvent désormais au pied du podium, après une précieuse victoire contre les Sang et Or (1-0), remportée samedi soir au stade Chahid-Hamlaoui, pour le compte la sixième journée de Ligue 1. C'est l'attaquant international Mahdi Abid qui a inscrit ce but à la 79^e, propulsant son équipe par la même occasion à la quatrième place du classement général, avec huit points, au moment où le NAHD reste scotché à la 11^e place, avec seulement six unités au compteur. Même scénario pour l'Entente de

Ligue 2 (6^e journée)

Le WAT surprend l'OM et prend les commandes

Le WA Tlemcen s'est emparé seul des commandes de la Ligue 2 algérienne de football, en ramenant une précieuse victoire (2-0) de son déplacement chez l'ancien leader, l'Olympique de Médéa, en match disputé samedi, pour le compte de la sixième journée ayant vu le nouveau promu OM Arzew aller s'imposer chez l'USM Annaba (0-1). L'attaquant Lahouari Touil avait mis les visiteurs sur orbite, en ouvrant le score dès la 29^e minute, et c'est le jeune Houssein Eddine Ouassini qui a crucifié l'OM, en doublant la mise dans le temps additionnel de la rencontre (90'+3). Un précieux succès en déplacement, qui propulse les Bleu et Blanc seuls en tête, avec 13 points, au moment où l'OM rétrograde à la deuxième place, avec 12 unités au compteur. De son côté, la JSM Skikda s'est remise à Hakim Khoudi et Khalil Khennab, auteurs des deux buts de la rencontre, respectivement aux 43^e et 70^e, pour dominer l'Amel Boussaâda et se hisser par la même occasion à la 5^e place du classement

général avec 11 points, au moment l'ABS reste premier reléguable (14^e), avec seulement trois unités au compteur. Malgré le poids de l'âge, Cheikh Hamidi (36 ans) reste «le sauveur» du MC Saïda, puisque c'est lui qui a une nouvelle fois débouqué la situation, sur penalty à la 65^e, offrant ainsi un important succès à son équipe contre l'ASM Oran (1-0). Pour sa part, le nouveau promu, OM Arzew, a frappé un grand coup en allant s'imposer chez l'USM Annaba, grâce à un but unique, signé du défenseur Mahdi Messaoudène à la 23^e minute, alors que dans le choc MO Béjaïa - MC El Eulma, les Crabes ont fait la différence d'entrée, grâce à un but précoce de Djamel Rabti, inscrit dès la deuxième minute de jeu. Sur sa lancée, le DRB Tadjanet a dominé le RC Arbaâ (2-0), grâce

à Chetab (39') et Sahbi (90'+3), alors que l'AS Khroub a éprouvé un peu plus de difficultés pour venir à bout du RC Relizane, s'étant petitement imposé (1-0), grâce à Kabri (56'). Cette sixième journée se clôturera avec le déroulement du choc des mal classés entre l'USM El Harrach et la JSM Béjaïa, reporté à une date ultérieure faute d'un terrain pour l'abriter.

Résultats partiels et classement :	
OM- WAT	0-2
JSMS-ABS	2-0
MCS- ASMO	1-0
USMAN- OMA	0-1
MOB- MCEE	1-0
ASK-RCR	1-0
DRBT- RCA	2-0
Reporté à une date ultérieure :	
USM H- JSMB	

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Formation professionnelle à Béjaïa

Plus de 6 000 nouveaux stagiaires ont été accueillis hier

ILS ÉTAIENT plus de 15 000 (entre nouveaux et anciens) stagiaires à rejoindre hier les établissements de la formation professionnelle au niveau de la wilaya de Béjaïa. Le coup d'envoi de la rentrée de la session septembre 2019 de la formation professionnelle a été donné par les autorités de wilaya à partir du centre de formation professionnelle féminin de Béjaïa. Pas moins de 7 000 stagiaires dont environ 4 000 en mode résidentiel se sont inscrits jusqu'au 21 septembre date de clôture des inscriptions qui ont débuté le 15 juillet dernier. Les stagiaires sont accueillis dans les 26 CFP, deux INSFP, quatre annexes et une dizaine de sections détachées et 32 centres de formation et écoles privées que compte le secteur. Les nouveaux apprenants sont répartis principalement sur les modes de formation résidentielle, par apprentissage,

formation qualifiante et formation en cours du soir. Selon la cellule de communication de la wilaya «le wali a déclaré hier devant les stagiaires que le secteur vient en alternative à la déperdition scolaire et tente d'adapter ses offres à la demande du marché, en mettant en place une stratégie qui consiste à lancer les spécialités selon le contexte géographique et économique de notre région». Celles proposées sont celles contenues dans la carte pédagogique de la wilaya en prévision de l'année 2020 qui prend en compte les besoins du marché local de l'emploi. Les responsables de la formation professionnelle de la wilaya ont été exhortés hier à «se pencher davantage sur la formation des jeunes dans le domaine de l'agriculture, des travaux publics, du tourisme et de l'hôtellerie».

H. Cherfa

New York

Boukadoum s'entretient avec le Secrétaire général des Nations unies

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, s'est entretenu, samedi à New York, avec le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères. L'entretien a porté sur «les processus de règlement des crises dans la région du Sahel, notamment en Libye et au Mali. La question du Sahara occidental était également au menu des discussions entre M. Boukadoum et M.

Guterres», précise le communiqué. M. Guterres «a salué, à cette occasion, le rôle de l'Algérie et les efforts qu'elle continue de consentir en vue de promouvoir des solutions durables à ces crises», souligne la même source. Il a également «remercié l'Algérie pour le rôle de leadership qu'elle joue dans le cadre de la réforme du système des Nations unies en matière de développement», ajoute le communiqué.

T. B.

Arabie saoudite

Incendie dans une gare de Jeddah

UN INCENDIE s'est déclaré dimanche dans une gare de Jeddah, dans l'ouest de l'Arabie saoudite sans faire de victimes, a annoncé la direction de la défense civile. Ce département du ministère de l'Intérieur, cité par des médias, a précisé, dans un tweet, que ses équipes ont commencé à éteindre l'incendie, qui s'est déclaré dans la gare de Suleimaniya. «Les équipes continuent de lutter contre l'incendie sans avoir enregistré de victimes jusqu'à présent», a-t-il ajouté. La station fait partie de la ligne à grande vitesse de Haramain, qui relie en deux heures les villes saintes de La Mecque et de Médine, via Jeddah. La ligne a été conçue pour transporter les pèlerins ainsi que des voyageurs réguliers. Les autorités locales de la province de La Mecque ont publié sur leur compte Twitter une vidéo montrant une épaisse colonne de fumée noire s'élevant au-dessus de la gare. La compagnie ferroviaire

re a également fait état de l'incendie sur son compte Twitter, précisant qu'il s'était produit à «environ 12h35» (09h35 GMT) et qu'il n'avait pas fait de victime. Inaugurée en septembre 2018, la ligne de 450 kilomètres fonctionne depuis octobre 2018.

R. I.

État des lieux de la jeunesse algérienne



Loumis

Djalou@hotmail.com

Ligue 1/MC Oran

Trois semaines sans compétition, le staff technique s'inquiète

■ Restant sur deux défaites de suite en championnat de Ligue 1 de football, le MC Oran renouera avec la compétition officielle le 5 octobre prochain en accueillant l'USM Alger après trois semaines de «trêve» forcée.

Par Fatah B.

Une programmation qui a irrité au plus haut point l'entraîneur des «Hamraoua», Si Tahar Chérif El Ouezzani, surtout que son équipe avait livré deux matchs en cinq jours avant d'être soumise au repos. Du coup, tout le monde au MCO appréhende le retour de son équipe à la compétition officielle, malgré le fait que le staff technique ait programmé trois matchs amicaux pendant la «trêve», dont le dernier aura lieu, mardi, sur le terrain du CR Témouchent, le co-leader du championnat de la Division nationale amateur (Gr. Ouest) et qu'entraîne l'ancien joueur et driver du MCO, Omar Belatoui. «Certes, nous avons bien meublé cette période de

repos forcé en livrant jusque-là deux matchs amicaux en attendant un troisième mardi, mais rien ne peut remplacer la compétition officielle. Nous sommes donc contraints de beaucoup parler aux joueurs pour tenter de les garder mobilisés», a déclaré à l'APS, l'entraîneur-adjoint du club phare de la capitale de l'Ouest du pays, Bachir Mecheri. En fait, il ne s'agit pas là du seul souci des membres du staff technique de la formation d'«El-Bahia», étant donné que ces derniers sont toujours dans l'attente de la régularisation de leur situation administrative. «Nous ne disposons toujours pas de contrats de travail qui nous permettent d'obtenir nos licences auprès de la Ligue de football professionnel et aspirer en même temps à percevoir nos salaires», déplore

encore le technicien oranais. La régularisation de la situation administrative des membres du staff technique du MCO est tributaire des membres du conseil d'administration du club qui tardent toujours à se réunir pour établir les contrats en question aux techniciens concernés, rappelle-t-on. Par ailleurs, l'assemblée générale ordinaire du club sportif amateur (CSA) du MCO, que préside Tayeb Mahiaoui, est prévue ce dimanche avec comme ordre du jour la présentation des bilans moral et financier de l'exercice passé, sachant que le CSA/MCO ne dispose désormais que d'une seule section, à savoir le handball, dont l'équipe première évolue depuis la saison passée en Nationale 1 après avoir perdu sa place parmi l'élite.

F. B.

Béjaïa

Djalali Aounit acquitté

Le jeune Djalali Aounit de Timezrit a été acquitté hier au cours d'un procès qui a duré près de deux heures. Ce dernier avait été remis en liberté provisoire la semaine dernière après avoir été placé en garde à vue puis présenté devant le parquet de Béjaïa pour atteinte aux institutions de l'Etat selon l'article 144 bis et 146 du code pénal. Il avait été arrêté au lendemain de la 31^e marche populaire de Béjaïa au cours de la laquelle il avait ramené son âne. Pour rappel, ce dernier avait été convoqué en compagnie de sept autres jeunes à la fin de la marche avant de se voir convoqué, à nouveau, seul, le lendemain pour être placé en garde à vue et poursuivi pour atteinte aux institutions de l'Etat. A sa sortie du tribunal, le jeune a été acclamé par

une foule de citoyens venue le soutenir. Des centaines de citoyens ont observé un rassemblement de protestation et de soutien en sa faveur. Ces derniers ont scandé des slogans en faveur de la libération des détenus, l'indépendance de la justice, pour la démocratie et le changement de régime. Ils n'ont pas manqué d'afficher leur détermination à ne rien lâcher et à rejeter les élections du 12 décembre prochain. «Libérez les détenus», «Libérez l'Algérie», «Libérez la justice», «Djazair houra democracya», «ya h'na ya n'touma maranache habsine», «Allah Akbar, Karim Tabbou», «Libérez les otages»... Les manifestants ont brandi des pancartes en faveur de la libération des détenus et l'indépendance de la justice et en faveur de la liberté.

H. Cherfa